RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

DÉPARTEMENT DU GARD COMMUNE DE JONQUIERES SAINT VINCENT

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2024-325

POLICE DE ROULAGE RUE SAINT LAURENT, DEVANT LES ANCIENS ATELIERS MUNICIPAUX ET RUE ALPHONSE LAVALLÉE BENEFICIAIRE : ENSIO SUD NIMES

Le Maire de la Commune de Jonquières Saint Vincent,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-1 et L3221-4;

Vu le code de la route et notamment les articles R. 411-8, R. 411-25, R. 412-28, R. 413-1, R. 417-9 et R. 417-10 :

Vu l'instruction interministérielle et notamment les articles livre 1, 2ème partie, signalisation de danger, livre 1, 4ème partie, signalisation de prescription et VA livre 1, 8ème partie, signalisation temporaire ;

Considérant la demande en date du 07 Aout /2024 présentée par l'entreprise ENSIO SUD NIMES, 650 Chemin de la Galicante, 30128 GARONS;

ARRÊTE

<u>Article N°1</u>: l'entreprise ENSIO SUD NIMES est autorisée à occuper le domaine public pour des travaux de consignation Enedis du Centre socioculturel Rue St Laurent, devant le bâtiment des anciens ateliers municipaux et Rue Alphonse Lavallée du 04 Novembre au 08 Novembre 2024.

Le stationnement est interdit au droit du chantier.

La circulation est interdite par zone d'avancement des travaux.

Par dérogation, cette mesure ne s'applique pas aux véhicules de chantier.

<u>Article N°2</u>: La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par le bénéficiaire.

Article N°3: Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

<u>Article N°4</u>: Monsieur le Directeur Général des Services et les agents placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la publication, de la notification et de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Bouillargues / Bellegarde.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou être déféré dans les mêmes conditions de délai devant le Tribunal Administratif de Nîmes. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr »

Fait à Jonquières Saint Vincent, le 30 Septembre 2024 Le Maire, Jean-Marie FOURNIER

